



Volume 1, chapitre 3.12 – Soutien provincial à l'industrie des courses de chevaux

Audit de l'optimisation des ressources 2019

Pourquoi avons-nous effectué cet audit?

- À partir d'avril 2016, la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) a eu comme responsabilité d'assurer la gestion du financement et la surveillance des activités de l'industrie des courses de chevaux, et il lui incombe aussi d'appuyer cette dernière, l'objectif consistant à rendre l'industrie financièrement autonome.
- Bien qu'elle reçoive un financement public important, l'industrie des courses de chevaux présente des lacunes sur le plan de la transparence et de la reddition de comptes au public.

Pourquoi cet audit est-il important?

- Depuis la légalisation des loteries dans la province en 1969, les courses de chevaux à titre d'activité de jeu affichent un déclin en Ontario.
- Au cours des 5 dernières années, la province a fourni à l'industrie des courses de chevaux un appui financier s'élevant à environ 500 millions de dollars.
- En mai 2018, la province a convenu d'une nouvelle entente de financement de 19 ans qui prévoit initialement jusqu'à 120 millions de dollars par année pour soutenir l'industrie.
- Selon les plus récentes données disponibles, l'industrie des courses de chevaux soutient l'équivalent de 45 000 emplois à temps plein en Ontario.

Nos constatations

- Après un financement d'environ 500 millions de dollars au cours des 5 dernières années, l'industrie n'est pas beaucoup plus près de l'objectif de devenir autonome qu'elle ne l'était en 2013. Au cours de la même période, le montant brut des paris est demeuré relativement inchangé, tandis que les bourses versées ont légèrement augmenté.
- Une nouvelle entente d'une durée de 19 ans qui prévoit un financement pouvant atteindre 120 millions de dollars pour chacune des deux premières années et diminuant pour être ramené à 63,4 millions de dollars la huitième année a été approuvée par la province en mars 2018, sans qu'une étude économique soit effectuée et sans que des clauses soient incluses. Cette entente de 19 ans a été conclue parce qu'elle concorde avec la durée des contrats d'OLG avec les fournisseurs de services qui exploitent les casinos provinciaux. La durée de 19 ans fournit à l'industrie des courses de chevaux une certitude semblable à celle offerte aux exploitants de casinos.
- Les dispositions relatives aux réductions de financement découlant d'augmentations des paris qui sont incluses dans la nouvelle entente de 19 ans ne pourront probablement pas être appliquées. Pour que de telles réductions du financement soient possibles, les paris faits en Ontario devraient augmenter de 44 %, et ceux faits à l'extérieur de la province devraient croître de 30 %. Or, les paris ont progressé au total de seulement 1 % au cours des 10 dernières années.
- Les paris sur les courses de l'Ontario faits par des étrangers ont augmenté à un rythme plus élevé, mais comme la part de ces paris dans les hippodromes est plus faible, ils ne compensent pas la baisse des paris faits par des Canadiens. La stratégie de marketing d'OLG s'est avérée inefficace pour ce qui est d'accroître les paris sur les courses de chevaux faits par des Ontariens.
- Woodbine Entertainment Group (Woodbine) joue un rôle important dans la plus récente entente de financement à long terme et dans l'industrie des courses de chevaux. Woodbine génère environ 90 % des recettes tirées des paris dans la province et est propriétaire de la société de gestion qui appuie le conseil d'administration d'Ontario Racing (l'association du secteur privé qui administre l'entente de financement à long terme). De plus, l'entente à long terme est en fait annulée si le rôle de Woodbine est modifié ou supprimé.
- Bien qu'il s'agisse d'une industrie qui compte grandement sur le financement public pour assurer sa viabilité, il n'y a pas de rapports publics par hippodrome sur les recettes tirées des paris, les bourses versées ou les revenus et les dépenses liés aux activités de course qui soient distincts des autres activités, ni de données statistiques clés sur l'emploi dans l'industrie.
- L'Ontario compte davantage d'hippodromes que les administrations comparables, mais les recettes tirées des paris ne permettent pas de les soutenir. Si l'on fait des comparaisons avec les hippodromes situés aux États-Unis, il y a moins de personnes par hippodrome en Ontario que dans les États de la Californie, de la Floride, de New York, de la Pennsylvanie et de l'Ohio.

Nos conclusions

- Il est ressorti de notre audit que le financement public accordé à l'industrie des courses de chevaux n'a pas aidé celle-ci à devenir autonome. Les recettes tirées des paris continuent de diminuer et ne suffisent pas à couvrir les bourses et les coûts d'exploitation des hippodromes.
- Le financement provincial vise désormais à soutenir l'industrie plutôt qu'à contribuer à son autonomie.
- La province a pris des mesures limitées pour améliorer le manque de transparence de l'industrie envers le public en ce qui concerne les activités de jeu dans les hippodromes.
- Notre contrôle par sondage a révélé que le financement était utilisé aux fins du paiement des bourses comme prévu.

Le rapport est accessible à l'adresse www.auditor.on.ca